

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 43 - MARS 2024



SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Valentine CHEVÉ, Kevin BREGENT, Bastien POULIQUEN
- correction par Bastien POULIQUEN*

6

MOYEN ORIENT

*par Alexis TOESCA, Rose LOUVRIE-BUOT, Juliette MASSE
- correction par Louis PICOULEAU*

9

AFRIQUE

*par Camille LACLIE, Henri GERSTER, Lisa BOS, Lola MORAIS
- correction par Neary VONG*

12

ASIE

*par Baptiste POULARD, Charly HURIER
- correction par Charly HURIER*

15

AMÉRIQUES

*par Victoire LE GALL, Clément LE LANDAIS et Blanche ARMINJON
- correction par Clément LE LANDAIS*

18

AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par Pierre Hodouin
- correction par Jade DELHAYE*

20

ARMEMENT

*par Loris CORNUAULT
- correction par Neary VONG*

RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

Neary VONG

MISE EN PAGE

Emma ROLLAND DE RENGERVÉ et ...

“NOUS DEVONS PASSER EN MODE ÉCONOMIE DE GUERRE POUR L’INDUSTRIE DE DÉFENSE”

Ce sont les paroles de Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur, sur Franceinfo le lundi 4 mars 2024. Il y a présenté le plan de Stratégie Industrielle de Défense Européenne (EDIS) qui vise à accélérer la production d’armes et financer des projets militaires communs. Le plan est doté d’une somme initiale de 1,5 milliard d’euros pour la période 2025-2027. Si les discussions autour de l’armement sont routines en cette période de guerre en Ukraine, ce plan est unique puisque c’est le tout premier du genre en Europe. La guerre en Ukraine a révélé les manquements en matière d’approvisionnement et de capacité de défense. En figure d’exemple, l’échec de l’objectif du million d’obus livrés à l’Ukraine en mars 2024 pose question.



Les ambitions du plan sont triples. Premièrement, les nations membres de l’Union européenne devront acheter au moins 50 % des systèmes de défense au sein de l’UE d’ici à 2030. Aujourd’hui, beaucoup ont recours à des pays tiers comme les États-Unis. Selon un rapport récent du SIPRI (Institut International de Recherche sur la Paix à Stockholm), 55 % des importations européennes proviennent des États-Unis sur les 5 dernières années, contre 35 % sur la période précédente. Ensuite, pour décupler ses forces, l’UE mise sur des investissements et des achats conjoints. Elle souhaite acquérir 40 % (18 % à ce jour) d’équipement de défense de manière collaborative d’ici 2030. D’autre part, il est question de créer un nouvel organe de coordination des investissements chargé de gérer la programmation et la passation de marchés. Enfin, même si cela n’est pas compris dans le plan, il n’est pas exclu la création d’un poste de commissaire à la Défense pour réguler le tout. Ce changement de stratégie explicite la prise de conscience des pouvoirs européens sur l’illusion de la paix. Toutefois, la nouvelle stratégie de défense doit être négociée par les États membres au sein du Parlement européen. Il faut donc s’attendre à des propositions venant de la part d’États dont les industries militaires sont peu développées. Après un sous-investissement pendant des années mis en avant par une industrie à la peine, la France, accompagnée de l’Estonie et de la Pologne, plaide pour une augmentation des fonds attribués à l’industrie de la défense dans le plan du 4 mars. Alors, de manière à compléter le budget de 1,5 milliard d’euros, Bruxelles envisage d’utiliser les revenus générés par les actifs gelés russes, mais les États membres sont très divisés sur la question qui nécessite l’unanimité pour être mise en place. Pour rappel, les 27 pays de l’Union dépensent aujourd’hui 240 milliards d’euros par an en matière de défense. Ce chiffre est dans l’attente du passage des 23 pays de l’OTAN à la barre des 2 % d’investissement relatif au PIB. Ceci ramènerait le poids total des dépenses à 380 milliards d’euros, soit trois fois plus que la Russie. La Chine de son côté prévoit d’augmenter de 7,2 % ses dépenses militaires en 2024, comptabilisant 213 milliards de dollars (194,52 milliards d’euros). Les États-Unis, eux, enregistrent un budget actuel de 886 milliards de dollars (809,14 milliards d’euros), à des années lumières du nouveau plan européen.

Kevin BREGENT

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AU PORTUGAL

Dimanche 10 mars dernier se sont tenues les élections législatives au Portugal, suite à la démission du Premier ministre portugais, António Costa.

Le Portugal est constitué par un Parlement monocaméral : l'Assemblée de la République. Normalement, les députés de cette chambre sont élus tous les quatre ans, les dernières élections qui avaient donné la majorité au Parti Socialiste, menées par António Costa, s'étant tenues en 2022. Les prochaines élections devaient donc avoir lieu en 2026 mais ont été anticipées, sur la décision du Président de la République portugaise, à la suite de la démission du Premier ministre portugais le 7 novembre 2023 face à des accusations de corruption.

Ces élections anticipées étaient très attendues et importantes pour les différents partis politiques. Pour le parti socialiste, c'était l'occasion de maintenir sa position à la tête du pays. Pour l'alliance démocratique, qui se place au centre-droit, l'occasion était de revenir au pouvoir, première fois depuis 2015. Et enfin, pour le Chega, le jeune parti d'extrême droite, l'occasion d'obtenir plus de siège et de gagner en popularité en vue des prochaines élections et notamment des élections européennes qui se tiendront en juin 2024.



Les résultats sont finalement tombés, l'Alliance Démocratique et le Parti Socialiste sont au coude à coude, avec seulement 438 votes qui les séparent. Pourtant, l'Alliance Démocratique menée par Luis Montenegro, a obtenu 3 sièges supplémentaires dans la région de Madère : le Parti de centre-droit a donc 77 sièges et le Parti Socialiste en a 74. Certes, l'Alliance Démocratique est arrivée en tête mais sa majorité est faible et insuffisante pour gouverner sereinement et va de fait devoir former des alliances supplémentaires. Le Chega a fortement progressé, c'est une montée en puissance historique de l'extrême-droite pour un pays traditionnellement modéré. Ce parti a pourtant su parler aux Portugais en évoquant la corruption, le respect de l'ordre, et l'immigration en hausse dans le pays. Cependant, malgré une très faible majorité, Luis Montenegro a assumé son refus de discuter et de gouverner avec le Chega qui restera donc dans l'opposition. Cela va donc obliger l'Alliance Démocratique à former d'autres alliances et à maintenir des discussions ouvertes avec d'autres partis, s'il veut pouvoir gouverner.

Valentine CHEVÉ

DÉCÈS DE L'AMIRAL PHILIPPE DE GAULLE : RETOUR SUR SON ENGAGEMENT

La nuit du 12 au 13 mars a vu s'éteindre l'amiral Philippe de Gaulle, seul fils de Charles et Yvonne de Gaulle, combattant de la première heure face à l'Allemagne nazie et politicien français. Marin de formation, il s'engage dès 1940 au sein des forces françaises libres. En effet, précédant l'appel de son père, Charles de Gaulle, il se trouve à ses côtés le 22 juin 1940. Il combattra dans l'Atlantique, puis dans la Manche, où les Allemands annonceront un jour son décès à la radio, alors que celui-ci parvenait à s'échapper dans la brume des côtes françaises, trois de ses quatre moteurs en flamme. Finalement, Philippe de Gaulle participera à la campagne de France dans la division Leclerc, où il s'illustra notamment lors de la libération de Paris, s'avançant seul vers le Palais Bourbon afin de recevoir la reddition allemande.

Porteur de la légion d'honneur et de la croix de guerre, il ne fut pas compagnon de la libération par sa parenté, le général De Gaulle dira notamment :

"Naturellement, je ne pouvais pas, toi mon fils, te faire compagnon de la Libération. Sinon à titre posthume ou si tu étais revenu gravement mutilé, et encore !" Suite à la guerre, sa carrière sera couronnée de succès : lieutenant de vaisseau en 1948, capitaine de corvette en 1956, amiral en 1980. Malgré son devoir de réserve, il se prononcera en faveur de Jacques Chaban-Delmas en 1974, et de Jacques Chirac en 1981, augurant une future carrière politique. De fait, considéré comme l'héritier spirituel de son père, il sera élu en 1986 sénateur de Paris. Il se concentrera durant cette carrière sur les questions militaires, tout en s'opposant en 1991 à l'intervention en Irak, et au Traité de Maastricht en 1992.



Le président Emmanuel Macron rendra personnellement les honneurs nationaux aux Invalides à cette figure militaire française significative du XXe siècle : Philippe de Gaulle avait devancé l'appel de son père pour entrer en Résistance. Marin, amiral, sénateur, il ne manqua jamais le rendez-vous du courage et de l'honneur. Un siècle de bravoure française. A sa famille, les condoléances de la nation.

Bastien POULIQUEN

MOYEN-ORIENT

IRAN, LES CONSERVATEURS REMPONENT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Sans grande surprise, les premiers résultats aux élections législatives d'Iran donnent pour gagnants les partisans de la fermeté, tandis que l'opposition a appelé à boycotter le scrutin. Cette élection est marquée par la plus forte abstention depuis la création de la République Islamique en 1979. Les médias officiels ont calculé le taux de participation qui s'élève à environ 41 % à l'échelle du pays, et seulement 25 % à Téhéran. Le double scrutin destiné à élire les 290 députés et les 88 membres de l'Assemblée des experts, chargée de désigner le guide suprême, a donc mobilisé quelques 25 millions des 61 millions d'électeurs, dans un pays de 85 millions d'habitants. Ces élections étaient considérées comme un « test » par les autorités iraniennes depuis les mouvements de contestations de 2022, qui ont secoué le pays après la mort de Masah Amini.



Cette faible participation de la part de la population montre l'insatisfaction d'une grande majorité des Iraniens envers son gouvernement. Deuxièmement, les élections ont aussi été verrouillées par les conservateurs puisque, la principale coalition de partis réformateurs, le Front des réformes, avait annoncé son refus de participer à ces « élections dénuées de sens » après la disqualification de nombreux de ses candidats. La presse était quant à elle divisée sur les issues du scrutin. Le quotidien réformateur Ham Mihan a estimé qu'il représentait « une chute pour le pouvoir », regrettant que « l'âme des élections s'était perdue ». Pour le journal pro-gouvernemental, le scrutin est « un appel au réveil » pour les autorités qui doivent « écouter les voix des 36 millions de personnes qui n'ont pas voté pour différentes raisons ». La principale conséquence de ce résultat est que le camp des conservateurs s'agrandit dans l'instance législative. Il est estimé que 200 sièges sur les 290 seront attribués aux lignes « principalistes » qui regroupent les conservateurs des différentes tendances. Un deuxième tour aura lieu en avril pour élire 45 autres représentants. Cette première élection confirme la poursuite de la mainmise des conservateurs sur la scène politique de l'Iran ainsi que la persistance d'une forte division au sein de la population.

Alexis TOESCA

MOYEN-ORIENT

LA RÉPRESSION DES FEMMES AFGHANES

Le 8 mars est la journée internationale célébrant les droits des femmes. Partout dans le monde des manifestations ont lieu. Des petits groupes d'Afghanes ont ainsi discrètement protesté ce vendredi 8 mais ont été empêchés de poursuivre par les autorités talibanes. Depuis la prise de Kaboul par les talibans le 15 août 2021, les droits des Afghanes se sont amenuisés de manière drastique, les effaçant de l'espace public. Les talibans ont instauré une interprétation rigide de la charia, restreignant les droits des femmes et mettant en place des mesures oppressives, qualifiées d'« *apartheid de genre* » par l'ONU. D'un point de vue chronologique, les femmes Afghanes ont ainsi vu leurs droits fondamentaux disparaître et ce, en à peine trois ans.

Peu après ce coup d'état, les femmes ne peuvent dès septembre 2021, uniquement fréquenter des universités dont les entrées et les salles de classe sont séparées par sexe et, sont autorisées à leur enseigner, seulement des femmes ou des hommes âgés. Ce même mois, les filles ne peuvent désormais plus aller ni au collège ni au lycée. À partir de décembre 2021, les femmes doivent être accompagnées d'un homme si elles voyagent à plus de 72 km et sont désormais exclues de nombreux emplois publics.



L'année 2022 marque un tournant dans la considération et l'éducation des Afghanes. Le 7 mai, femmes et filles sont obligées de porter un voile intégral en public (la burqa) et on leur ordonne de rester principalement à la maison. Les hommes de la famille quant à eux, doivent faire appliquer cette règle sous peine de sanctions. Le mois de novembre marque l'exclusion des femmes des parcs, fêtes foraines, salles de sport, gymnases, piscines ou encore des bains publics. Le 20 décembre enfin, les femmes n'ont plus le droit d'aller à l'université "*jusqu'à nouvel ordre*". Elles sont ainsi exclues des écoles secondaires et des universités, faisant de l'Afghanistan le seul pays au monde où l'éducation des filles est interdite au-delà de l'école primaire. Quatre jours plus tard, les talibans interdisent aux femmes de travailler avec des ONG locales et étrangères, après des « *plaintes sérieuses* » sur leur façon de s'habiller. Durant l'année 2023, à commencer par le 5 avril, les talibans interdisent aux femmes de travailler pour l'ONU et le 25 juillet, les salons de beauté, derniers espaces de réunion entre femmes à l'abri des talibans, ferment définitivement. Dernièrement, le 4 mars 2024, les femmes n'ont désormais plus le droit de détenir un téléphone portable. De nombreuses questions restent ainsi en suspens notamment celles portant sur l'avenir d'un régime totalitaire et terroriste qui exclut, chaque semaine un peu plus, les femmes de sa propre société. « *Il ne reste rien dans ce pays meurtri, pire endroit au monde pour les femmes. Elles sont 28 millions à être emmurées vivantes* », résume Chékéba Hachemi, diplomate, fondatrice et présidente de l'association Afghanistan libre.

Rose LOUVRIE-BUOT

MOYEN-ORIENT

CRÉATION D'UN CORRIDOR MARITIME HUMANITAIRE DEPUIS CHYPRE EN DIRECTION DE GAZA

Ursula Von Der Leyen, présidente de la Commission européenne, s'exprimait le 8 mars depuis Larnaca à Chypre espérant l'ouverture, dès le dimanche 10 mars, d'un corridor permettant d'acheminer de l'aide humanitaire depuis l'île méditerranéenne vers la bande de Gaza : « *Nous sommes face à une catastrophe humanitaire à Gaza – C'est pourquoi aujourd'hui la République de Chypre, la Commission Européenne, les Emirats Arabes Unis et les Etats-Unis annoncent leur intention d'ouvrir un corridor maritime pour acheminer par mer l'aide humanitaire supplémentaire dont le besoin se fait cruellement sentir* ». De facto, Chypre est le pays de l'Union Européenne le plus proche géographiquement de l'enclave palestinienne situé à 380km.

Cela intervient dans un contexte où le président américain Joe Biden a en effet annoncé la veille, le 7 mars, la construction d'un « port » par l'armée américaine qui, selon des hauts responsables de l'AFP, pourrait accueillir des navires transportant « *de la nourriture, de l'eau, des médicaments et des abris temporaires* ». Dans un entretien avec la chaîne MSNBC, Joe Biden a estimé que le premier ministre Benjamin Nétayahou « *faisait plus de mal que de bien à Israël* » par sa conduite de la guerre à Gaza. Ce dernier ne modifie pas son soutien à Israël mais se positionne sur la question d'une future ligne rouge établit par les américains : « *Il a le droit de défendre Israël, le droit de continuer à attaquer le Hamas. Mais il faut qu'il fasse plus attention aux vies innocentes perdues à cause des actions entreprises* ».

Ainsi, selon le porte-parole du Pentagone, Pat Ryder, le projet des Etats-Unis est d'« *établir une jetée temporaire au large qui permettra aux navires de marchandises de transférer à de plus petits bateaux des cargaisons pour les transporter et les décharger le long d'une chaussée temporaire afin d'acheminer l'aide humanitaire à Gaza* ». Cela nécessitera plus de 1000 soldats américains pour l'installation de ce port et « *jusqu'à 60 jours pour déployer et construire la chaussée et la jetée* ».



Dès le dimanche 10 mars, le bateau de l'ONG espagnol Opens Arms avec à son bord 200 tonnes d'aide alimentaire est prêt à partir de Chypre en direction de Gaza. Le débarquement se fera sous le contrôle israélien. De son côté, le porte-parole israélien des affaires étrangères, Lior Haiat, a affirmé sur X qu'Israël se « *félicite* » de l'ouverture prochaine de ce corridor, estimant que cette initiative « *permettra l'augmentation de l'aide [entrant] dans Gaza après un contrôle de sécurité correspondant aux standards israéliens* ».

Toutefois, alors que la guerre Israël-Hamas rentre dans son sixième mois, selon l'ONU même avec la mise en place de ce corridor, les mesures humanitaires demeurent insuffisantes, la famine s'avérant inévitable à Gaza.

Juliette MASSE

AFRIQUE

LE NORD DU NIGERIA FACE À UNE RECRUDESCENCE DES ENLÈVEMENTS DE MASSE

Le Nigeria est confronté à une série de kidnappings, avec deux enlèvements de masse en moins d'une semaine. Dans le Nord-Est, plus de cent femmes et filles déplacées sont portées disparues dans la région du Borno, où les groupes jihadistes de Boko Haram et de l'Iswap sont actifs depuis longtemps. Dans le Nord-Ouest, près de 300 élèves de l'école de Kuriga, située dans la région de Kaduna, ont été enlevés par des hommes armés et emmenés dans la forêt. Ces enlèvements ne sont pas des événements isolés. Dans les États du Nord-Ouest du Nigeria, ils sont devenus courants. Récemment, dans la nuit du samedi au dimanche 10 mars, quinze jeunes élèves d'une école coranique et une femme ont été capturés dans un village isolé de l'État de Sokoto. Cette région frontalière du Niger est devenue un terrain de peur, avec de nombreuses campagnes désertées par crainte des attaques des bandits qui opèrent en toute impunité, volant du bétail, pillant et kidnappant des personnes sans distinction. Même dans des zones où les enlèvements étaient moins fréquents, la situation s'est détériorée. Le jeudi 7 mars, près de 300 écoliers et lycéens ont été enlevés par des hommes armés, marquant un niveau de violence inédit dans cette région. Cette escalade de la violence a incité le président Bola Tinubu à ordonner le déploiement de renforts militaires pour tenter de retrouver les otages, dont certains sont des enfants âgés de seulement huit ans. Malgré les efforts pour endiguer ces enlèvements, le problème persiste, notamment dans l'État du Borno, où les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables, malgré les efforts déployés pour y remédier.

Face à cette crise, les autorités nigérianes sont confrontées à un défi immense pour protéger la population et assurer la sécurité des enfants qui fréquentent les écoles. Les appels se multiplient pour une action urgente afin de mettre fin à ces enlèvements de masse et de garantir que les écoles soient des lieux sûrs pour les enfants. Ainsi, le président a aussi alerté le nombre croissant des chiffres rapportés qui pourraient augmenter l'ampleur de la crise et mener à un futur conflit avec ces groupes de rebelles.



Camille LACLIE

AFRIQUE

RDC : LE NORD KIVU S'ENFLAMME FACE À UNE NOUVELLE OFFENSIVE DU M23

Pillages, villages dévastés, maisons brûlées et populations forcées à l'exode. La guerre civile qui fait rage au Nord de la République démocratique du Congo semble prendre un nouveau tournant dans l'escalade de la violence. En effet, le principal groupe rebelle portant le nom de « M23 » a lancé une nouvelle offensive d'envergure dans la région du Nord Kivu située à l'Est du pays à la frontière avec le Rwanda, voisin dont des rapports officiels démontrent l'implication directe du pays dans le financement et la fourniture de matériel militaire incluant notamment des mortiers de gros calibre aux rebelles du M23. Plus encore, la présence de militaires de l'armée régulière rwandaise dans la région accroît les tensions entre Kinshasa et Kigali.

Cette attaque-éclair a été couronnée de succès pour le mouvement armé qui a réussi à mettre la main sur plusieurs villages de la région entraînant la fuite de 100 000 civils et la mort de plusieurs dizaines d'autres en 2 jours d'affrontements avec l'armée congolaise. En dépit d'une situation humanitaire catastrophique, la mission de l'ONU en République démocratique du Congo a entamé son retrait du pays à la demande du président Félix Tshisekedi, la jugeant inefficace. Cette reprise soudaine de la progression territoriale des hommes du M23 fait peser la menace d'une prise de la capitale régionale Goma à moyen terme où se sont réfugiés civils et blessés en grand nombre.



Au-delà de l'augmentation récente des combats au Nord Kivu, cette région est soumise à de graves troubles sécuritaires depuis des décennies. Les groupes armés principalement composés de militaires déserteurs et de Tutsis venus du Rwanda mènent une guerre sans merci à l'armée régulière congolaise. La raison principale, le Nord Kivu est doté d'un sous-sol particulièrement riche en minerais, le premier d'entre eux étant le Coltan, élément indispensable à la fabrication de matériel électronique.

Alors que la crise s'intensifie, le président rwandais Paul Kagame a évoqué la possibilité d'une rencontre officielle avec son homologue congolais sous l'impulsion de l'Union africaine.

Henri GERSTER

AFRIQUE

CESSEZ-LE-FEU AU SOUDAN : REGARDS CROISÉS SUR LES RÉACTIONS INTERNATIONALES



La lueur du Ramadan au Soudan est ternie par les conflits persistants, suscitant des inquiétudes humanitaires et géopolitiques majeures. Les hostilités se maintiennent entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (RSF), créant une situation humanitaire préoccupante.

Le général Yasser al-Atta, commandant adjoint de l'armée, a écarté la possibilité d'une trêve durant le Ramadan, conditionnant tout cessez-le-feu au retrait des RSF des zones civiles, conformément aux engagements pris lors des pourparlers de Jeddah en mai dernier. Cette guerre, démarrée en avril 2023, soulève des inquiétudes humanitaires aiguës avec près de la moitié de la population soudanaise nécessitant une assistance, on compte 8 millions de personnes déplacées, et une menace de famine, d'après les Nations unies. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution en faveur d'un cessez-le-feu immédiat pendant le Ramadan. Cette résolution demande non seulement à mettre fin aux hostilités, mais également à garantir un accès humanitaire total, rapide, sûr et sans entrave, et à assurer la protection des civils et leur prise en charge en cas de nécessité de soins médicaux. Bien que la résolution ait obtenu le soutien de la majorité des membres, on peut constater que la Russie s'est abstenue. La Russie, initialement réservée, a finalement approuvé par la suite la résolution, soulignant l'importance de sauver des vies au Soudan. Cependant, l'ambassadrice russe adjointe a critiqué l'hypocrisie des pays occidentaux en pointant des situations similaires non traitées. Dans le même temps, les membres du groupe A3+ ont salué la résolution, soulignant son rôle crucial dans la quête de la stabilité au Soudan.

Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, a lancé un appel solennel pour un arrêt des combats pendant le Ramadan, soulignant le risque d'une crise humanitaire disproportionnée et des risques majeurs que cela peut engendrer. La situation au Soudan nécessite une action immédiate pour prévenir d'une crise humanitaire catastrophique. L'appel du Conseil de sécurité de l'ONU et la résolution adoptée sont des étapes cruciales, mais la mise en œuvre effective et le respect des engagements demeurent des défis.

Lisa BOS

AFRIQUE

CRÉATION D'UNE FORCE ARMÉE ANTI DJIHADISTE PAR LE NIGER, LE MALI ET LE BURKINA FASO

Le 6 mars 2024, les dirigeants militaires du Niger, du Mali et du Burkina Faso ont annoncé la création d'une force armée conjointe. Cette force armée a pour but de lutter contre la menace djihadiste qui sévit depuis des années dans la région. Cette décision marque une étape significative dans le rapprochement de ces pays, tous dirigés par des régimes militaires résultant de coups d'État. Les dirigeants de ces nations sont convaincus que la création de cette force conjointe antidjihadiste renforcera la sécurité et la stabilité dans la région, marquant ainsi une nouvelle ère dans leur quête de souveraineté totale. La force armée conjointe sera opérationnelle dans les plus brefs délais pour prendre en compte les défis sécuritaires de la région. Les effectifs n'ont pas encore été révélés.

Les trois nations, autrefois des colonies françaises, ont récemment rompu leurs liens avec Paris et ont cherché de nouveaux partenaires économiques et militaires, comprenant notamment la Russie. En janvier, ils ont également quitté la Cedeao, accusant l'organisation d'être trop alignée sur les intérêts français et de ne pas soutenir suffisamment leur lutte contre les groupes djihadistes affiliés à Al-Qaida et à l'État islamique. En outre, la création d'une force armée commune intervient peu de temps après la formation de l'Alliance des États du Sahel (AES) par ces mêmes nations. L'AES a été créée pour aider à contrer d'éventuelles menaces de rébellion armée ou d'agression extérieure, en soulignant que « toute attaque contre la souveraineté et l'intégrité territoriale d'une ou plusieurs parties contractantes sera considérée comme une agression contre les autres parties ». La force armée conjointe est une nouvelle branche de l'Alliance des États du Sahel.

Une prochaine étape majeure du rapprochement de ces trois pays pourrait être la sortie du franc CFA, une monnaie commune à une majorité de pays francophones d'Afrique de l'Ouest considérant cela comme un symbole de souveraineté et un pas vers l'émancipation post-coloniale.



Lola MORAIS

L'AUSTRALIE RENFORCE SON PARTENARIAT AVEC L'ASEAN À MELBOURNE

L'Australie a accueilli ses partenaires Sud-Est asiatiques de l'ASEAN à Melbourne pour un sommet se tenant du 4 au 6 mars 2024. Au programme de cette importante rencontre, le renforcement du partenariat entre ces pays en mer de Chine méridionale, l'augmentation du budget australien dans ses partenariats, et la signature imminente d'un accord de sécurité entre l'Australie et l'Indonésie, les deux poids lourds régionaux. Organisé à l'occasion des 50 ans de coopération entre l'ASEAN et l'Australie, ce sommet a été l'occasion de renforcer ce partenariat et de réitérer l'attachement de ses membres au droit international, dans une mer de Chine méridionale toujours très contestée, quelques semaines seulement après de violents accrochages entre navires chinois et philippins. Une occasion pour l'Australie et l'ASEAN d'appeler d'une voix commune la Chine à la retenue, à l'exception de la Birmanie, la junte militaire n'étant pas invitée.

Se trouve aussi au cœur des discussions, le développement économique de la région, l'une des plus dynamique et stratégique du monde. Malgré les tensions existantes entre certains membres de l'organisation, la coopération est nécessaire face à une Chine de plus en plus agressive, mais aussi pour la souveraineté économique de ces pays en développement.



L'apport de 38 millions d'euros du parti australien dans ses investissements maritimes avec l'ASEAN ressert d'autant le lien entre ces pays. L'Australie, très ambitieuse dans la région Indo-Pacifique, renforce ainsi sa crédibilité auprès de ces puissances émergentes, voisines. Au-delà de ces investissements auprès de l'ASEAN, ses membres souhaitent aussi multiplier leurs échanges commerciaux bilatéraux avec la riche Australie, comme évoqué par le Premier ministre Vietnamien Pham Minh Chinh qui souhaite doubler ses échanges d'ici 10 ans.

Baptiste POULARD

CANBERRA RISQUE DE DEVOIR DIRE NON AUX SOUS-MARINS AMÉRICAINS

L'alliance stratégique entre l'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni, concrétisée par le pacte AUKUS, a déclenché un bouleversement majeur dans le paysage de la défense australienne. En effet, cette alliance a conduit à l'annulation du programme Attack, qui prévoyait la livraison de douze sous-marins océaniques à propulsion classique par le français Naval Group à la Royal Australian Navy (RAN). À la place, l'Australie a opté pour l'acquisition de huit sous-marins nucléaires d'attaque (SNA). Les détails révélés en mars 2023 ont montré que les États-Unis livreraient au moins trois SNA de classe Virginia à partir du début des années 2030, tandis que les cinq autres proviendraient du programme britannique SSNR, rebaptisé SSN-AUKUS.

Cependant, cette transition est entravée par des défis majeurs. La proposition de budget pour l'exercice 2025 adressée par le Pentagone au Congrès américain n'apporte pas de réconfort à Canberra. Avec une augmentation budgétaire modeste de seulement 0,9 % par rapport à l'exercice fiscal en cours, cette proposition est loin de compenser les effets de l'inflation. Cette situation contraint le Pentagone à faire des choix difficiles, notamment en réduisant le nombre de sous-marins d'attaque prévus pour cette période. Les difficultés rencontrées par l'industrie navale américaine, notamment en termes de capacité de production insuffisante et de pénurie de main-d'œuvre qualifiée, posent des défis supplémentaires. Le maintien en condition opérationnelle des unités existantes constitue également une préoccupation majeure, illustrée par le cas de l'USS Boise, qui n'a pas pris la mer depuis 2015 et dont la révision ne sera pas terminée avant 2029.



Les réactions politiques à cette proposition budgétaire sont mitigées. Certains parlementaires, comme le représentant Joe Courtney, expriment leur inquiétude quant à l'impact sur la capacité navale des États-Unis et de leurs alliés. Cependant, des investissements proposés pour aider les industriels à surmonter leurs problèmes offrent un certain optimisme. Le secrétaire adjoint à la Marine, Erik Raven, souligne également les engagements financiers de l'Australie dans le cadre du pacte AUKUS.

Charly HURIER

L'INDE TEST SES NOUVEAUX MISSILES MIRV

Le récent essai en vol du missile balistique Agni-5 doté de la technologie MIRV (Multiple Independently Targetable Re-Entry Vehicle) par le gouvernement indien a suscité à la fois des éloges pour ses avancées techniques et des inquiétudes quant à la prolifération des capacités MIRV dans les arsenaux nucléaires mondiaux. Bien que cet exploit technologique soit une réalisation remarquable pour l'Inde, il reflète une tendance préoccupante de course aux armements nucléaires, avec des missiles MIRV de plus en plus déstabilisants. Les images publiées par l'Organisation indienne de recherche et de développement pour la défense (DRDO) montrent des modifications substantielles apportées à la section de charge utile du missile Agni-5 par rapport aux tests précédents. De plus, des observations satellite ont révélé un lanceur mobile routier Agni-5 sur la rampe de lancement de l'installation de lancement d'essais de missiles sur l'île d'Abdul Kalam, ce qui correspond probablement au lanceur utilisé lors du récent essai MIRVed.

Les rumeurs sur le développement de la technologie MIRV par l'Inde circulent depuis des décennies, mais ce récent test semble confirmer ces spéculations. Le gouvernement indien affirme que ce test marque la première démonstration réussie de la technologie MIRV pour l'Agni-5, bien que plusieurs essais supplémentaires puissent être nécessaires pour achever le développement opérationnel de cette capacité.



Ce développement est préoccupant dans le contexte d'une course aux armements nucléaires émergente, avec la Chine, le Pakistan et d'autres acteurs cherchant également à développer des capacités MIRV. Cette tendance découle en partie de l'échec des États-Unis et de la Russie à mettre en œuvre une interdiction du MIRV sur les missiles terrestres dans les années 1990. Au lieu de cela, ces pays renforcent leurs arsenaux avec des systèmes capables de transporter plusieurs ogives, ce qui accroît considérablement leur potentiel de destruction. La prolifération des capacités MIRV pourrait entraîner une augmentation massive des arsenaux nucléaires mondiaux et compromettre la stabilité géostratégique. La capacité de déployer plusieurs ogives sur chaque missile accroît le risque de première frappe et de contre-frappe, ce qui pourrait intensifier les tensions et rendre les crises nucléaires plus dangereuses. Dans ce contexte, il est essentiel que les États dotés de l'arme nucléaire reconnaissent les dangers d'une course aux MIRV et travaillent ensemble pour préserver la sécurité mondiale. Cependant, alors que la prolifération des capacités MIRV se poursuit, il semble que cet objectif soit de plus en plus difficile à atteindre, laissant le monde face à des défis considérables en matière de sécurité nucléaire.

Charly HURIER

AMÉRIQUES

HAÏTI EN PROIE À UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT

La situation en Haïti continue de se détériorer alors que des bandes criminelles exercent un contrôle considérable sur la capitale, Port-au-Prince, et empêchent le retour du Premier ministre Ariel Henry sur le territoire. Mercredi, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est alarmé de la situation critique en Haïti, où un chef de gang a proféré des menaces de guerre civile si le Premier ministre Ariel Henry, sous pression croissante, ne démissionnait pas.



Les groupes armés cherchent à renverser le Premier ministre en place depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en 2021, et dont le mandat aurait dû prendre fin le 7 février. Jimmy Chérizier, connu sous le nom de "Barbecue" et chef du G9, l'une des principales coalitions de gangs, a averti que le pays se dirigeait vers une guerre civile et un possible génocide si M. Henry ne quittait pas ses fonctions. Les États-Unis ont également exhorté le Premier ministre à accélérer la transition vers un nouveau mode de gouvernance et à organiser des élections libres et équitables.

Les bandes criminelles, qui ont le contrôle sur une grande partie de Port-au-Prince ainsi que sur les voies de communication du pays, ont récemment ciblé des sites stratégiques, notamment des prisons d'où des milliers de détenus se sont échappés, ainsi que l'académie de police. En réponse à cette escalade, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni en urgence, qualifiant la situation de critique. Haïti se retrouve actuellement sans président ni parlement, n'ayant pas organisé d'élections depuis 2016. Les tentatives de dialogue entre le gouvernement et les diverses parties prenantes, y compris l'opposition, le secteur privé, la société civile et les organisations religieuses, n'ont pas abouti à un consensus, comme l'a regretté le président tournant de la Communauté des Caraïbes (Caricom), Mohamed Irfaan Ali. Bien que les États-Unis pressent Ariel Henry d'accélérer la transition vers des élections démocratiques, la Maison Blanche a précisé qu'elle ne le poussait pas à démissionner. Ariel Henry, qui n'a pas pu retourner en Haïti, est arrivé mardi soir à Porto Rico après un voyage au Kenya, où il a tenté de mettre en place une force multinationale pour aider la police haïtienne. Les récentes violences à Port-au-Prince ne sont pas un phénomène nouveau. L'année 2023 a été marquée par une recrudescence de la violence des gangs, avec plus de 4 789 meurtres et 2 490 enlèvements officiellement enregistrés par l'ONU, soit un taux d'homicides de 40,9 pour 100 000 habitants, plus du double de celui de 2022. En décembre, Guy Philippe, un ancien chef paramilitaire, est rentré au pays avec la volonté de renverser le gouvernement en place et de mener une révolution pacifique. Bien qu'il ait bénéficié d'un certain soutien populaire, ses tentatives de mobilisation à Port-au-Prince le 7 février ont échoué et la tension a diminué, laissant le Premier ministre en place.

Victoire LE GALL

AMÉRIQUES

BRÉSIL - RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : RENFORCEMENT DE LA COLLABORATION EN MATIÈRE DE DÉFENSE

Le ministère de la Défense a accueilli, le 4 mars, une réunion préparatoire au Dialogue sur les industries de défense (DID) entre le Brésil et la République tchèque. L'objectif principal de la réunion était de renforcer les liens commerciaux et la coopération dans le secteur de la défense entre les deux pays.

Radka Konderlová, directrice générale du ministère de la Défense de la République tchèque, Rui Chagas Mesquita, adjoint du ministère de la Défense du Brésil, et l'amiral Joao Batista ont officiellement ouvert l'événement. Ils ont ensuite présenté les activités de leurs départements et les priorités à long terme.



Au cours de la réunion, les associations et entreprises de défense de chaque pays ont eu l'occasion de présenter leurs portefeuilles et leurs potentiels, en cherchant à promouvoir les échanges commerciaux et technologiques entre les secteurs. L'événement a été conçu dans le but de rassembler les institutions et les entreprises intéressées par de futurs accords commerciaux dans le domaine de la défense. La réunion s'est déroulée dans un format hybride et a réuni des représentants du Secrétariat des produits de défense (Seprod), du Département de promotion commerciale (Depcom), de l'ambassade de la République tchèque au Brésil, de l'ambassade du Brésil en République tchèque. Étaient également présents l'Association brésilienne des industries des matériaux de défense et de sécurité (Abimde), l'Union nationale des industries et des matériaux de défense (Simde) et l'Association tchèque de l'industrie aérospatiale, ainsi que des entreprises des deux pays. Pour le secrétaire aux Produits de Défense, Rui Chagas Mesquita, l'événement représente une opportunité unique pour l'industrie de défense des deux pays. "Notre travail est de collaborer pour que la base industrielle de défense brésilienne ait la capacité de répondre, avec excellence, aux besoins de produits, services et systèmes de nos forces armées", a-t-il déclaré. Outre les avantages pour l'industrie de la défense, la tenue de l'événement peut également apporter des avantages importants à la société, tels qu'une augmentation de la durabilité des entreprises, avec la génération de nouveaux emplois et de nouveaux revenus. La réunion préparatoire du DID Brésil-République tchèque représente une étape importante dans le rapprochement des secteurs de défense des deux pays. Grâce à l'échange d'expériences et à l'identification d'opportunités commerciales, on espère que la coopération bilatérale dans le secteur de la défense sera renforcée, apportant des bénéfices tant aux entreprises impliquées qu'à la société dans son ensemble. Les entreprises participantes ont accueilli favorablement le webinaire, qui a été confirmé par un intérêt sans précédent, dépassant les possibilités limitées de ce format. Les entreprises tchèques ont eu l'occasion de faire des présentations non seulement au niveau du ministère de la Défense, mais elles ont également pu approfondir leurs contacts avec certaines entités brésiliennes, notamment dans le contexte de l'augmentation prévue des dépenses de défense du Brésil.

Clément LE LANDAIS

AMÉRIQUES

UNE RENCONTRE CONTROVERSÉE ENTRE TRUMP ET ORBAN

Le candidat à l'élection présidentielle américaine enchaîne les rencontres qui font polémique. En effet, après avoir rencontré le nouveau président argentin Javier Milei en février dernier, Donald Trump s'est affiché avec le premier ministre hongrois Viktor Orban ce vendredi 8 mars.



Figure réactionnaire, Viktor Orban est l'un des rares dirigeants à soutenir Donald Trump. Quelques jours auparavant, ce dernier affirme : « *On n'est pas en train de jouer aux dés, c'est juste que miser sur le retour du président Donald Trump est la seule approche sensée pour la Hongrie* ». Les deux hommes ne cachent pas leurs idéologies et revendications communes. L'équipe de Donald Trump a publié un communiqué indiquant que les discussions ayant pris place concernaient les deux pays, la préservation de leurs frontières ainsi que de leur souveraineté.

Un collaborateur du dirigeant hongrois a en effet déclaré à l'AFP Gladden Pappin : « *La visite a mis l'accent sur la construction de relations entre les conservateurs américains et hongrois, et sur les bénéfiques qui pourraient découler de l'élection du président Trump en novembre* ».

Cette rencontre a suscité de nombreuses réactions, particulièrement de la part de l'actuel président des États-Unis Joe Biden. Ce dernier a en effet déclaré, au cours d'un meeting de campagne : « *Vous savez qui il rencontre aujourd'hui à Mar-a-Lago ? Orban de Hongrie, qui a déclaré purement et simplement qu'il ne pensait pas que la démocratie fonctionnait et qu'il recherchait (à établir) la dictature. (...) Je vois un avenir où nous défendons la démocratie, pas où nous l'affaiblissons* ». Joe Biden accorde une place importante à cet argument dans sa campagne. Il dénonce également la position de Viktor Orban dans le contexte de la guerre en Ukraine, puisque la Hongrie est le seul pays membre de l'Union Européenne qui a conservé des liens étroits avec la Russie. En effet, Budapest refuse d'envoyer une aide militaire à l'Ukraine, tandis que Trump tente d'empêcher le Congrès d'accorder une aide de 60 milliards de dollars à Kiev, défendue par Joe Biden. Viktor Orban a rencontré le président russe quelques mois auparavant, en septembre 2023, et appelle régulièrement à un cessez-le-feu, étant convaincu que l'Ukraine n'est pas en position de gagner la guerre. Il est en effet persuadé que si les Américains et les Européens s'abstiennent de donner de l'argent et des armes à Kiev, la guerre se terminera : « *les Européens sont incapables de financer cette guerre par leurs propres moyens, et alors la guerre prendra fin* ».

Blanche ARMINJON

CYBERSÉCURITÉ

L'ÉTAT FRANÇAIS CIBLE DE CYBERATTAQUES D'UNE « INTENSITÉ INÉDITE »

Depuis le 10 mars 2024, la France fait face à une vague de cyberattaques sans précédent. Des services essentiels de l'État, y compris des ministères clés, ont été ciblés, perturbant l'accès aux services informatiques vitaux. Le groupe « Anonymous Sudan », connu pour ses liens avec la Russie, a revendiqué ces attaques, qui ont consisté à utiliser des techniques de déni de service (DoS) pour saturer les serveurs (cela consiste à exploser le trafic sur un serveur pour que ce dernier crash et soit ainsi indisponible). Le groupe a déclaré sur Télégram : « *Nous avons mené une cyber-attaque massive contre l'infrastructure de la Direction interministérielle du numérique.* »

Les attaques ont débuté le 10 mars, avec une intensité que le gouvernement a donc qualifiée « *d'inédite* ». Les ministères de la Culture, de la Santé, de l'Économie, de la Transition écologique, Bercy, ainsi que les services du Premier ministre, ont été parmi les plus touchés. La Direction interministérielle du numérique (Dinum) a été particulièrement visée, avec plus de 17 000 adresses IP et appareils, ainsi que plus de 300 noms de domaine, rapportés comme « *fortement détruits* ».



En réponse, une cellule de crise a été activée pour mettre en place des contre-mesures efficaces. Grâce à l'intervention rapide de la DINUM et de l'ANSSI (Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information), ont mis en œuvre des mesures de filtrage. L'impact des attaques a été minimisé et l'accès aux sites de l'État a été rapidement rétabli.

Malgré les liens avec la Russie, une source sécuritaire précise que les attaques « *ne sont pas attribuables aux Russes à ce stade* ». Cela amène cependant à faire grandir une certaine inquiétude, vis-à-vis de ces événements, quant à la sécurité nationale, surtout à l'approche des Jeux Olympiques de Paris et des élections européennes. Le gouvernement reste vigilant, renforçant les mesures de sécurité pour prévenir toute manipulation de l'information ou ingérence étrangère. La France, déjà confrontée à des attaques similaires par le passé, continue de se défendre contre ces menaces cybernétiques croissantes.

Le gouvernement n'a pas encore confirmé l'origine de l'attaque, mais Anonymous Sudan n'est pas inconnu au bataillon. Spécialisé dans les attaques par botnet (entité amenant à la possibilité du DoS), il avait déjà mené une attaque par déni de service en octobre contre Deezer, et est à l'origine de cyberattaques contre les sites de l'AP-HP, et des hôpitaux de Lyon et Marseille.

Pierre HODOUIN

ARMEMENT

F-35A : PREMIER AVION DE 5E GÉNÉRATION À OBTENIR LA CERTIFICATION POUR TRANSPORTER LA BOMBE NUCLÉAIRE B61-12

Le Lockheed Martin F-35 Lightning II, acclamé comme l'avion de combat multi rôle le plus avancé en service dans le monde actuel, marque un tournant majeur en devenant un avion de guerre à capacité nucléaire. Selon un rapport de *Breaking Defense* daté du 8 mars 2024, le F35-A Joint Strike Fighter a obtenu la certification opérationnelle pour le transport de la bombe thermonucléaire à gravité B61-12, une annonce confirmée par Russ Goemaere, porte-parole du Joint Program Office.

"Le F-35A est le premier avion de 5e génération à capacité nucléaire à atteindre ce statut depuis le début des années 1990. La certification nucléaire du F-35 résulte de plus de dix années d'efforts intenses impliquant seize structures gouvernementales et industrielles différentes."

Le B61-12, conçu en 2012 pour remplacer ses prédécesseurs, améliore ses capacités avec l'introduction d'ailerons de queue de manœuvre, de fusées stabilisatrices de rotation, et d'un guidage inertiel et GPS. Sa puissance varie de 0,3 kt à un rendement explosif minimal jusqu'à 50 kt. À titre de comparaison, la bombe nucléaire Little Boy larguée sur Hiroshima affichait un rendement de 15 kilotonnes. Le B61-12 peut être utilisé en mode "guidé" avec un kit monté à l'arrière ou en mode "non guidé", nécessitant un largage par gravité et pouvant parcourir environ 15 miles au-dessus de la cible.



Le transport de cette bombe est disponible pour tous les F-35 certifiés "avion à double capacité", capables de transporter des charges utiles conventionnelles et nucléaires, et n'exige pas la mise à niveau "Block 4". Ce programme vise à améliorer les capacités du F-35 pour répondre aux évolutions des menaces mondiales et rester compétitif technologiquement face aux nouveaux développements en matière de défense aérienne et d'armement chez les adversaires potentiels.

Cette nouvelle certification réjouit non seulement les États-Unis mais aussi ses alliés de l'OTAN. Environ 100 bombes nucléaires tactiques B61 sont actuellement partagées avec la Belgique, l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas, tous équipés de F35-A et désormais en mesure de potentiellement remplacer leurs B61 par les nouveaux B61-12.

Ces avancées rapides dans l'amélioration de la dissuasion nucléaire ne sont pas fortuites, compte tenu du contexte géopolitique actuel. Il n'est pas surprenant que la Chine puisse étudier une capacité d'attaque nucléaire pour ses chasseurs furtifs J-20, comme le suggère un récent rapport de *Popular Mechanics*.

Loris Cornuault

SOURCES

• EUROPE

- **“Nous devons passer en mode économie de guerre pour l'industrie de défense”**
 - “Trends in international arm transfer 2023”, SIPRI Fact Sheet, March 2024
 - “L'Estonie, la France et la Pologne demandent plus de financement pour l'industrie de la défense”, Aurélie Pugnet, Euractiv, 05/03/2024
 - “Toute première stratégie industrielle de défense et un nouveau programme pour l'industrie de la défense visant à renforcer la préparation et la sécurité de l'Europe.”, Toute l'Europe, 05/03/2024
 - “Stratégie industrielle de défense de l'UE : les négociations s'annoncent difficiles”, Aurélie Pugnet, Euractiv, 06/03/2024
- **Elections législatives au Portugal**
 - “Au Portugal, l'opposition de centre droit remporte les législatives et refuse de gouverner avec l'extrême droite”, Le Monde, 11/03/2024
 - “Portugal : la droite remporte les élections, les nationalistes doublent leur score”, Mathieu de Taillac, Le Figaro, 10/03/2024
 - “Au Portugal, la percée de l'extrême droite bouscule le paysage politique”, Cécile Thibaud, Les Echos, 11/03/2024
- **Décès de l'amiral Philippe de Gaulle**
 - “L'amiral Philippe de Gaulle, le fils du Général, est mort”, Le Figaro, 13/03/2024
 - “L'amiral Philippe de Gaulle, fils du général, est mort à l'âge de 102 ans”, France Info, 13/03/2024
 - “L'amiral Philippe de Gaulle, fils du Général, est mort”, Bertrand Le Gendre, Le Monde, 13/03/2024

• MOYEN-ORIENT

- **Iran, les conservateurs remportent les élections législatives**
 - « Les conservateurs sortent gagnants des élections iraniennes largement boudées » - par Ahmad PARHIZI, *L'Orient le Jour*, AFP, 04 mars 2024 ;
 - « En Iran une victoire sans surprise des conservateurs après une abstention sans précédent aux législatives » - *Le Monde et AFP*, 04 mars 2024 ;
 - « Conservatives dominate Iran's parliament, assembly elections » - par Maziar Motamedi, *Al Jazeera*, 02 mars 2024.
- **La répression des femmes Afghanes**
 - « L'érosion drastique des droits des femmes en Afghanistan se poursuit » - *ONU Info*, 16 février 2024 ;
 - -« En Afghanistan, 28 millions de femmes et de filles “emmurées vivantes” » - par Valentine Arama, *Le Point*, 08 mars 2024 ;
 - -« Des Afghanes ont manifesté comme elles ont pu pour leurs droits » - *Le Devoir*, Agence France Presse à Kaboul, 09 mars 2024 ;
 - -« Voici tous les droits qu'ont perdus les femmes depuis que les talibans ont pris le pouvoir en Afghanistan » - *Vidéo Brut*, 08 mars 2024.
- **Création d'un corridor maritime humanitaire depuis Chypre en direction de Gaza**
 - « Guerre Israël-Hamas, jour 154 : corridor maritime entre Chypre et Gaza, cinq personnes tuées à Gaza lors d'un largage humanitaire... Ce qu'il faut savoir » - *Le Monde*, 8 mars 2024 ;
 - « Guerre Israël-Hamas, jour 155 : Biden juge que Nétanyahou « fait plus de mal que de bien à Israël » par sa conduite de la guerre à Gaza » - *Le Monde avec AFP*, 9 mars 2024 ;
 - « Corridor humanitaire maritime à Gaza : un premier navire prêt à quitter Chypre » - *France 24*, 10 mars 2024.

SOURCES

• AFRIQUE

- **Le Nord du Nigeria face à une recrudescence des enlèvements de masse**
 - « Dans le nord du Nigeria, les habitants étouffés par la crise économique et l'insécurité », *Le Monde*, 23/02/2024
 - « Nigeria : les rapt d'enfants inquiètent », *Africanews*, 10/03/2024
 - « Nigeria: le nord du pays face à une recrudescence des enlèvements de masse », *RFI*, 10/03/2024
- **RDC : le Nord Kivu s'enflamme face à une nouvelle offensive du M23**
 - « En République démocratique du Congo, des civils tués et des milliers de personnes en fuite » - *Le monde avec AFP* - 05/03/2024
 - « Dans l'est de la République démocratique du Congo, plus de 100 000 nouveaux déplacés en deux jours de combats » - *Le Monde avec AFP* - 06/03/2024
 - « Est de la RDC : l'Angola évoque une possible rencontre entre Paul Kagame et Félix Tshisekedi » - *Le Monde avec AFP* - 12/03/2024
 - « RDC : M23, la guerre sans fin » : Jean-Michel Renovic, Carmine Toldi - *Arte* - 09/02/2024
- **Cessez-le-feu au Soudan : Regards Croisés sur les Réactions Internationales**
 - "Soudan : l'armée rejette tout cessez-le-feu sans départ des FSR", *African New*, 11/03/2024
 - "Soudan: le Conseil de sécurité appelle à un cessez-le-feu pendant le ramadan", *TV5 Monde*, 8/03/2024
 - "Soudan: le chef de l'ONU appelle à un cessez-le-feu pendant le Ramadan", *BFM TV*, 7/03/2024
 - "Soudan: le chef de l'ONU appelle à un cessez-le-feu pendant le ramadan", *La Croix*, 7/03/2024
- **Création d'une Force Armée Antidjihadiste par le Niger, le Mali et le Burkina Faso**
 - "Niger, Mali et Burkina Faso annoncent la création d'une force armée antidjihadiste", *Le monde avec AFP*, 7/03/2024
 - "L'AES se dote d'une force anti-jihadiste" *Jeune Afrique avec AFP*, 7/03/2024
 - "Le Burkina, le Mali et le Niger forment une "coalition" anti-djihadiste," *Africanews*, 7/03/2024

• ASIE

- **L'Australie renforce son partenariat avec l'ASEAN à Melbourne**
 - À Melbourne, l'Australie et l'ASEAN approfondissent leur coopération face à la Chine - *Le Grand Continent* - 04/03/24
 - Diplomatie. L'Australie et les pays d'Asie du Sud-Est serrent les rangs face à la Chine - *Courrier international* - 06/03/24
 - Le Vietnam invite l'ASEAN et l'Australie à doubler leur commerce en 10 ans - *Vietnam+* - 11/03/24
 - L'Australie et l'Asie du Sud-Est appellent Pékin à la retenue - *Les Échos* - 06/03/24
- **Canberra risque de devoir dire Non aux sous-marins américains**
 - L'Australie va-t-elle devoir renoncer aux trois sous-marins nucléaires d'attaque américains « Virginia » ? - *OPEX 360* - 13/03/2024
 - AUKUS critics jump on Virginia-class sub budget plan, but Canberra sanguine - *Breaking Defense* - 14/03/2024
 - USN Virginia submarine production shortfall worsens - *Asia-Pacific Defense Reporter* - 12/03/2024
- **L'Inde teste ses nouveaux missiles MIRV**
 - Indian Test-Launch Of MIRV Missile Latest Sign Of Emerging Nuclear Arms Race - *Federation of American Scientists* - 12/03/2024
 - India joins select group of nations able to fire multiple warheads on a single ICBM - *CNN News* - 12/03/2024
 - Top US Scientist 'Slams' India's Agni-V Missile Test; Says New Delhi Could 'Disarm' Pakistan With MIRV Tech - *The Eurasian Times* - 12/03/2024

SOURCES

• AMÉRIQUES

◦ Haïti en proie à une crise sans précédent

- "Haïti. Inquiétudes sur la situation « critique » du pays où des gangs menacent de "guerre civile"', Ouest-France avec l'AFP, *Ouest-France*, 07/03/2024
- "Haïti: des tirs nourris entendus près du Palais présidentiel à Port-au-Prince", Le Figaro avec AFP Agence, *Le Figaro*, 09/03/2024
- "En Haïti, "les gangs ont transformé leur contrôle territorial en domination sociale, économique et militaire"', propos recueillis par Angeline Montoya, *Le Monde*, 07/03/2024

◦ Brésil - République Tchèque: renforcement de la collaboration en matière de défense

- "Byl zahájen dialog o spolupráci v obranném průmyslu mezi Českem a Brazílií", Filip Vavřínek, *Kurzycz*, 07/03/2024.
- "Brasil y la República Checa refuerzan su colaboración en la industria de Defensa", Roberto Caiafa, *Infodefensa*, 09/03/2024.
- "Brasil e República Tcheca buscam novos acordos para defesa", Edmundo Ubiratan, *Aeromagazine*, 07/03/2024
- "Brasil e República Tcheca fortalecem parceria na indústria de defesa em reunião histórica", Redação Forças de Defesa, *Forças Terrestres*, 08/03/2024

◦ Une rencontre controversée entre Trump et Orban

- "Joe Biden dénonce la rencontre entre Donald Trump et Viktor Orban en Floride », *Le Figaro* avec AFP, 09/03/2024
- « Joe Biden s'attaque à Donald Trump après sa rencontre avec le Hongrois Viktor Orban », *Huffpost*, 09/03/2024
- « Présidentielle américaine : Orbán rencontre Trump en Floride et lui assure son soutien », *L'Opinion*, 09/03/2024

• CYBERSÉCURITÉ

◦ L'État ciblé par des cyberattaques d'une « intensité inédite »

- "Certains services de l'État ciblés par une cyberattaque, des hackers pro-russes revendiquent", Yoann Bourgin, *l'Usine Digitale*, 11/03/24.
- "Plusieurs services de l'État visés par des attaques informatiques d'une «intensité inédite», selon Matignon", *Par Le Figaro avec AFP*, 11/03/24.
- "Plusieurs services de l'État visés par des cyberattaques d'une "intensité inédite"', Timothée L'Angevin, *Actu.fr*, 11/0324.
- "L'État visé par une vaste cyberattaque", Gérôme Billois, associé cybersécurité au sein du cabinet Wavestone, *BFM Business*, 12/03/2024.
- "Cyberattaque : plusieurs services de l'État visés", *France Info*, 12/03/2024
- "Une "intensité inédite" : l'Etat visé par des cyberattaques à quelques mois des JO et des Européennes", Paul Loubière, *Challenges*, 11/03/2024.

SOURCES

- **ARMEMENT**

- **F-35A : Premier avion de 5e génération à obtenir la certification pour transporter la bombe nucléaire B61-12**
 - "The F-35 Is Now the World's First Stealth Fighter Certified to Carry a Nuke", *Popular Mechanics*, Sébastien Roblin, 8 mars 2024
 - "Le F-35A est désormais qualifié pour emporter la bombe nucléaire tactique B61-12", *Opex360*, Laurent Lagneau, 8 mars 2024
 - "The Air Force's F-35A Fighter Is Now a Nuclear Bomber", *The National Interest*, Peter Suci, 11 mars 2024
 - EXCLUSIVE: F-35A officially certified to carry nuclear bomb, *Breaking Defense*, Michael Marrow, 8 mars 2024





SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

